
N° 1296
DU 20 MARS AU
2 AVRIL 2026

VEILLE SECTORIELLE

Achats Publics - Action éducative/Restauration scolaire -
Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires - **Culture**
Droit public / Citoyenneté/ Institutions / Collectivités territoriales
Economie - Environnement
Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - **Formation**
Information/Communication/TIC
Outre-Mer - Ressources humaines/Management
Sécurité civile - Sécurité publique - **Sciences Humaines/Société**
Social/Santé - **Sport/Loisirs/Tourisme**
Travail/Emploi
Urbanisme/Transports/Logement

NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

ACHATS PUBLICS

Objectifs 2026 : une commande publique verte et durable

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 44-46

Entre exigences environnementales dans l'analyse des offres et attentes accrues sur la traçabilité, la performance environnementale et l'innovation, 2026 est une année charnière, dans le sens d'une vision de la commande publique, plus durable et plus verte, au cours de laquelle les acheteurs et les entreprises devront formaliser leurs engagements environnementaux.

Marchés de maîtrise d'œuvre : sécuriser la phase de passation [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 03/2026, n° 273, p. 11-74

Au sommaire :

- Faut-il rehausser le seuil de recours obligatoire au concours ? par Adrien Petit et Lydia di Martino
- Anonymat et levée de l'anonymat dans le cadre des concours de maîtrise d'œuvre, par Pierre Jakob
- Les dérogations à l'organisation d'un concours, par Guillaume Gauch, Romain Millard et Emile Boissel Dombreval
- La possibilité de primer des offres non-conformes, par Émerci Morice
- Désigner deux lauréats : enjeux concurrentiels et contraintes juridiques, par Thomas Sermot
- L'accord-cadre en matière de maîtrise d'œuvre, par Laurent Sery et Ivana Vidakovic
- La négociation des marchés de maîtrise d'œuvre, par Xavier Matharan
- La procédure adaptée est-elle vraiment « adaptée » aux marchés de maîtrise d'œuvre ? par Olivier Caron et Simon Betting
- Soyons restreint pour mieux ouvrir ! Améliorer la phase de candidatures dans une consultation de maîtrise d'œuvre, par Mireille Guignard et Ludovic di Folco
- Le critère de la valeur technique dans les marchés publics de maîtrise d'œuvre, par Sophie Guillon-Coudray
- Les clauses sensibles des marchés de maîtrise d'œuvre, par Anna Véran
- Adaptations et mutations de la commande publique de maîtrise d'œuvre sous le prisme du développement durable, par Benoit Gunsley
- Infographie : Maîtrise d'œuvre – Les particularités de passation, par BUY THE MOON

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

Animation

Colonies de vacances : le comité de filière Animation en appelle aux collectivités

Banquedesterritoires.fr, 05/03/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/colonies-de-vacances-le-comite-de-filiere-animation-en-appelle-aux-collectivites>

Devant la baisse préoccupante des départs en colonies de vacances, le comité de filière Animation a rendu un avis invitant notamment à mieux les intégrer dans les objectifs des projets éducatifs de territoire ou des cités éducatives. Il propose également d'expérimenter des guichets territorialisés gérés par les collectivités.

[Retour sommaire](#)

Education

Marseille : A l'école, les échecs ont plus d'un tour dans leur sac

Libération, 31/03/2026, p. 18-19

Grâce au programme Class'Echecs, des élèves de primaire bénéficient d'une heure de pratique par semaine. Une discipline qui améliore leurs compétences en mathématiques mais aussi la collaboration.

Marseille : A l'école, les échecs ont plus d'un tour dans leur sac

Transmettre la pensée scientifique comme impératif politique et démocratique /

Cahiers français, LEHOUCQ ROLAND, ANSOUR ANGE

03/2026, n° 450, p. 76-85

En dehors du cadre scolaire, la transmission de la pensée scientifique s'avère insuffisante en France. Elle est pourtant essentielle pour donner à chacun les moyens d'appréhender un monde de plus en plus façonné par la technologie et les progrès de la science.

Restauration collective

Du surplus des marchés aux assiettes des cantines de Budapest

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596

<https://www.lettreducadre.fr/article/du-surplus-des-marches-aux-assiettes-des-cantines.55373>

À Budapest, la mairie s'est lancée dans un projet d'envergure d'usine de transformation alimentaire, où les denrées premières seraient composées des surplus du marché de gros, pour réaliser les plats des cantines et des centres sociaux de la ville.

Quand les plats non servis à la cantine finissent dans l'assiette des habitants

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.48-49

<https://www.lettreducadre.fr/article/quand-les-plats-non-servis-a-cantine-finissent-dans-l-assiette-des-habitants.55346>

Bien que les collectivités limitent le gaspillage alimentaire à la source, des repas préparés peuvent ne pas être servis aux enfants et rester dans les frigos. Pour éviter de les jeter, des communes en font don à des associations d'aide alimentaire ou aux habitants, ou encore les vendent à petits prix.

Restauration collective : le défi ergonomique du passage à l'inox

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.40-41

<https://www.lettreducadre.fr/article/restauration-collective-le-defi-ergonomique-du-passage-a-l-inox.55366>

L'interdiction du plastique bouleverse l'organisation du travail dans les cuisines collectives. Contrairement aux barquettes jetables, il faut laver les bacs réemployables, les stocker. De surcroît, ils sont plus lourds. Les collectivités doivent donc redoubler de vigilance pour prévenir les Troubles musculo-squelettiques et les accidents de service.

[Retour sommaire](#)

La cantine de ce collège de Maine-et-Loire fait figure d'exemple pour l'alimentation durable : voici pourquoi

Actu.fr, 31/03/2026

https://actu.fr/pays-de-la-loire/montrevault-sur-evre_49218/la-cantine-de-ce-college-de-maine-et-loire-fait-figure-d-exemple-pour-l-alimentation-durable-voici-pourquoi_64079462.html

Au collège de l'Èvre, à Montrevault-sur-Èvre (Maine-et-Loire), bio, produits locaux et lutte contre le gaspillage font de la cantine un exemple d'alimentation durable. Détails.

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Le juge l'assouplissement des règles pour les mégabassines

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 44-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026946/mega-bassines-le-conseil-detat-censure-l-assouplissement-des-regles-au-nom-du-principe-de-non-regression/?abo=1>

zones_humides

RonPorter

Dans une décision du 2 mars saluée par les défenseurs de l'environnement, le Conseil d'Etat a opposé l'assouplissement des règles encadrant la création de plans d'eau dans les zones humides au principe de non-régression en matière de protection de l'environnement et annulé un arrêté du 3 juillet 2024. Ce faisant, il a rappelé le rôle essentiel joué par les zones humides. Mais il n'est pas impossible que la future loi d'urgence agricole rétablisse les dispositions annulées.

<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2026-03-02/497009>

L'association foncière pastorale, l'outil qui redonne vie aux terres de montagne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512669/l-association-fonciere-pastorale-l-outil-qui-redonne-vie-aux-terres-de-montagne>

L'association foncière pastorale permet de gérer collectivement le foncier agricole, de préserver la biodiversité et de prévenir l'embroussaillage des paysages.

Elle s'adresse aux éleveurs qui utilisent ou souhaitent utiliser ces espaces pour le pâturage, aux propriétaires fonciers concernés (publics ou privés), aux communes.

À l'initiative d'une commune, l'association permet de fédérer les propriétaires, en déposant une demande auprès de la préfecture.

Témoignage : Chambre d'agriculture de l'Isère

Aménagement - Baignade en milieu naturel : jetons-nous à l'eau [Dossier]

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 13-18

Se baigner dans les rivières et les lacs, y compris en zone urbaine, n'est plus un lointain souvenir ou un rêve par temps de canicule. C'est une réalité devenue possible grâce à d'importants efforts d'amélioration du traitement des eaux usées et mis en lumière par les Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Après le succès de la saison 2025 qui a permis à 150 000 personnes de se baigner dans la Seine et la Marne en Ile-de-France, des dizaines de sites sont étudiés par des collectivités comme Lyon ou Grenoble.

[Retour sommaire](#)

Les quartiers populaires sont-ils encore prioritaires ? [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 34-39
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512644/les-quartiers-populaires-sont-ils-encore-prioritaires-r>

Les difficultés structurelles des quartiers populaires urbains n'ont été que très peu abordées durant la campagne des élections municipales. Les défis qu'elles induisent doivent pourtant être, à présent, relevés par les nouveaux élus.

Les communes et intercos ayant des quartiers prioritaires lancent l'évaluation, à mi-parcours, du contrat de ville, signé il y a un peu plus d'un an. Les acteurs de terrain voient, d'ores et déjà, un lancement affecté par les réductions budgétaires.

Chacun de leur côté, habitants engagés et institutions signataires des contrats de ville cherchent à innover, mais en se méconnaissant souvent. Pourtant une priorité, la participation citoyenne reste un défi.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512649/les-grands-defis-qui-attendent-les-elus-de-banlieue>

L'ancrage local, un atout qui enrichit les relations aux entreprises

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 40-41
<https://www.lagazettedescommunes.com/1029383/ancrage-local-un-atout-qui-enrichit-les-relations-aux-entreprises/>

En misant sur la responsabilité territoriale des entreprises, les collectivités peuvent déployer un soutien alternatif à la seule politique foncière.

Communes ou intercommunalités sont légitimes à développer un axe d'ancrage territorial dans leurs politiques publiques.

Il est important de fédérer les entreprises autour de projets impactants pour le territoire et qui permettent de valoriser les acteurs économiques.

Témoignage : CA de La Rochelle

Le permis de construire à double état, un outil olympique

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 10-11

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027389/le-permis-de-construire-a-double-etat-un-outil-olympique/>

En matière d'urbanisme, les Jeux olympiques de Paris ont innové avec le permis de construire à double état., établissant un état transitoire et un état définitif d'un ouvrage.

Ce système a accéléré les étapes pour répondre aux exigences des territoires. Pour les jeux d'hiver 2030, ce permis est de nouveau mis en œuvre, mais avec des adaptations.

Gens du voyage : vers la fin de l'exception de la loi Besson ?

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p. 12

<https://www.lettreducadre.fr/article/gens-du-voyage-vers-la-fin-de-l-exception-de-la-loi-besson.55377>

Vingt-cinq ans après son adoption, la loi Besson II du 5 juillet 2000 fait face à un véritable blocage institutionnel. Entre des schémas départementaux largement inachevés et une exaspération croissante des élus, le Sénat vient d'adopter un texte de rupture. L'objectif : sortir d'un modèle d'accueil des gens du voyage souvent jugé obsolète pour muscler radicalement les sanctions contre les occupations illicites.

[Retour sommaire](#)

CULTURE

Logiciels pour bibliothèque - L'IA en tête

Livres hebdo, 04/2026, n° 63, p. 83-89

L'étude 2026 de Tosca Consultants vient entériner la tendance observée en 2025. Ici comme partout, l'intelligence artificielle est au coeur de tous les efforts. Le secteur connaît par ailleurs, cette année encore, une stabilité certaine. Revue de détail.

Un billet de spectacle couplé à un ticket de transport gratuit

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512677/grenoble-alpes-metropole-isere-49-communes-450-610-hab-un-billet-de-spectacle-couple-a-un-ticket-de-transport-gratuit>

A Grenoble depuis plusieurs mois, les publics de l'Hexagone profitent d'un aller-retour gratuit pour se rendre au spectacle.

<https://www.scenes-nationales.fr/articles/billet-couple-1-place-de-spectacle-1-place-de-transport-ar-gratuit>

Un théâtre itinérant part à la rencontre des publics

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028938/un-theatre-itinerant-en-conteneurs-part-a-la-rencontre-des-publics/>

Sur l'île de La Réunion (889 680 hab.), le Centre dramatique national de l'océan Indien a créé un dispositif mobile et écoresponsable pour favoriser l'accès à la culture.

La data, nouveau dada de la culture [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 30-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029600/la-data-nouveau-dada-de-la-culture/>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45481640/un-parcours-semble-d-obstacles-politiques-techniques-et-financiers>

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029591/open-data-culturel-une-vitrine-ouverte-a-tous-au-profit-du-rayonnement-des-oeuvres/>

« Il n'existe pas de personnes éloignées de la culture »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027682/il-nexiste-pas-de-personnes-eloignees-de-la-culture/>

Le socio-anthropologue Fabrice Raffin, maître de conférence à l'Université Jules Verne de Picardie, conteste l'idée selon laquelle une partie de la population n'aurait pas de pratiques culturelles. Pour lui, l'Etat et les collectivités devraient s'intéresser aux activités qui ne sont pas dans le périmètre traditionnel des politiques culturelles.

Céline Portes et Vincent Roche LECCA : "La Culture participe au pacte social" [Entretien]

Scène (La), 03/2026, n° 120, p. 12-15

Les coprésidents de Scène ensemble, le syndicat d'employeurs né de la fusion de Profedim et du SNSP, se positionnent sur leurs grands dossiers : décentralisation, Fonpeps, liberté de création ou encore EAC.

[↩ Retour sommaire](#)

Accompagner un projet jeune public sensible

Scène (La), 03/2026, n° 120, p. 96-97

Les questions de migration, d'identité, de genre adressées aux plus jeunes nécessitent d'être explicitées au public et au corps enseignant avant la venue des enfants au spectacle. Comment s'y prendre ?

DROIT PUBLIC / CITOYENNETE / INSTITUTIONS / COLLECTIVITES TERRITORIALES

Jurisprudence commentée : Relations entre le public et l'administration - L'institutionnalisation fuyante du citoyen-participant / TESTARD CHRISTOPHE

Actualité Juridique. Droit Administratif, 30/03/2026, n° 12, p. 651-655

<https://dalozknd-pvgpsla5.daloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202612&pa=1#48>

Saisie dans le cadre d'un déferé préfectoral, la cour administrative d'appel de Bordeaux, à la suite du tribunal administratif de Poitiers, valide le principe et les modalités de l'indemnisation des habitants participant à l'assemblée citoyenne et populaire mise en place par la ville de Poitiers. Elle censure en revanche leur qualification de collaborateurs occasionnels du service public octroyé par la même collectivité. De quoi envoyer des signaux forts mais quelque peu contradictoires dans le mouvement naturel d'institutionnalisation de l'association du public.

Neuf ans après la loi du 18 novembre 2016 - Quel avenir pour la médiation dans la juridiction administrative ? / VIARD MARIE-PIERRE

Actualité Juridique. Droit Administratif, 30/03/2026, n° 12, p. 629-634

<https://dalozknd-pvgpsla5.daloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202612&pa=1#26>

L'introduction de la médiation comme mode de règlement des litiges dans la juridiction administrative a été l'occasion d'une vaste opération de communication, d'échange et de dialogue aussi bien entre le juge et les parties, qu'entre les parties elles-mêmes et les juges eux-mêmes. Si cette introduction a d'abord été couronnée d'un incontestable succès, le nombre de médiations engagées peine aujourd'hui à progresser à la hauteur tant de la demande croissante de justice que de l'investissement consenti par l'ensemble de la communauté juridictionnelle pour promouvoir ce mode amiable de règlement des litiges. S'il semble opportun de persévérer, conférer au juge de nouveaux pouvoirs serait de nature à créer un nouvel élan favorable à son développement et à lui assurer l'avenir souhaité par les auteurs de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016.

Municipales 2026 : la France morcelée

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029841/municipales-2026-fin-de-regne-pour-plusieurs-poids-lourds-des-associations-delus/>

Le scrutin des 15 et 22 mars 2026 est marqué par une fragmentation sans précédent de l'électorat aux municipales et la défaite des listes où figuraient des poids lourds du monde local, comme André Laignel (AMF), Louis Nègre (Gart) et Yohann Nédélec (CNFPT).

[Retour sommaire](#)

Municipales : le renouvellement des délégués dans les organismes extérieurs

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 56-57

Les organismes extérieurs sont d'une grande diversité. Il s'agit principalement des syndicats de communes, des établissements publics et des structures satellites de droit privé.

Pour chacun de ces organismes, il convient de se référer à la réglementation spécifique applicable à la structure en question, ou à défaut aux statuts de ladite structure.

Les conseils municipaux et communautaires doivent désigner dans les meilleurs délais leurs délégués qui siégeront dans les organismes extérieurs afin de ne pas retarder leur propre séance d'installation.

Un label responsable et engagé enfin opérationnel

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 48

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512673/roanne-loire-35-36o-hab-un-label-responsable-et-engage-enfin-operationnel>

La régie funéraire de Roanne (Loire, 35360 hab.) est le premier service de pompes funèbres détenteur du « Label-F », gage de qualité dans le milieu.

Les multiples facettes du contentieux électoral / MAUPIN EMMANUELLE

Actualité Juridique. Droit Administratif, 23/03/2026, n° 11, p. 556

Les élections municipales apportent toujours leur lot de contentieux. Celles des 15 et 22 mars ne devraient pas déroger à la règle. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a mis en ligne, le 12 mars, un dossier thématique : Le juge administratif et le droit électoral. Le document, enrichi de nombreuses références jurisprudentielles, ne traite que du contentieux des élections dites politiques. Sont ainsi exclus les contentieux liés aux élections consulaires, professionnelles et universitaires.

<https://conseil-etat.fr/decisions-de-justice/jurisprudence/analyses-de-jurisprudence/dossiers-thematiques/le-juge-administratif-et-le-droit-electoral>

Le dispositif France Simplification au secours de l'île d'Oléron

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 11

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029356/le-dispositif-france-simplification-au-secours-de-lile-doleron/>

Plus de 400 projets locaux partout en France ont été débloqués grâce au programme France Simplification. Au moment de son lancement, fin 2024, la communauté de communes de l'île d'Oléron s'est saisie de l'outil.

Inéligibilité prononcée par le juge pénal : effets sur les mandats en cours [Infographie] / CABINET LANDOT & ASSOCIES

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p. 74-75

Retrouver ses marques au lendemain des municipales

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 52-53

Qu'il y'ait ou non alternance, les élections rebattent les cartes. Un nouvel équilibre entre le directeur général des services et sa tutelle doit être trouvé assez vite. Un travail qui demande du pragmatisme et de la diplomatie. Mais qui est grandement facilité par des discussions franches et des temps de formation.

[Retour sommaire](#)

« France 2035, France 2050 », le grand exercice de prospective du Haut-commissariat à la stratégie et au plan

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 94-97

<https://www.horizonspublics.fr/territoires/france-2035-france-2050-le-grand-exercice-de-prospective-du-haut-commissariat-la>

Deux échelles de temps, dix groupes travail thématiques (travail, démographie, climat à + 2,7 °C, services publics, etc.), une ouverture sur la société (consultation citoyenne, regard d'écrivains et d'artistes, etc.). Le Haut-commissariat planche jusqu'en juin 2026 sur l'avenir de la France.

Les tiers-lieux, au premier et au dernier kilomètre de l'action publique

Cahiers français, 03/2026, n° 450, p. 5-13

Nés d'initiatives citoyennes locales, ces espaces du "faire ensemble", conjuguent innovation sociale, services de proximité et production locale, tout en renouvelant les modalités de l'action publique. En quelques années seulement, et plus encore depuis la crise sanitaire, ils se sont développés de manière exponentielle et s'affirment aujourd'hui comme des acteurs de proximité au service de la cohésion des territoire.

Pour externaliser leurs activités, les collectivités entre pragmatisme et vigilance

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.72-73

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-collectivites-entre-pragmatisme-et-vigilance-quand-elles-externalisent-leurs-activites.55364>

Avec un taux d'externalisation de 57 % pour les administrations locales, les collectivités territoriales font depuis décennies un usage massif de la sous-traitance. Entre économies d'échelle et risques de dérive, ces organisations témoignent d'une démarche qui doit avant tout être raisonnée et non idéologique.

Démocratie participative : 25 ans d'expérimentations à Gand

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 16-19

François Jégou, designer et fondateur de l'agence Strategic Design Scenarios, a enquêté durant un an sur la ville belge devenue en vingt-cinq ans une référence en Europe en matière de démocratie participative. Quelles leçons en tirer pour redonner du souffle à la démocratie participative ?

" Ce que nous voulons pour la décentralisation " [Dossier]

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596

<https://www.lettreducadre.fr/article/ce-que-nous-voulons-pour-la-decentralisation.55391>

Entre urgence proclamée et réalité politique, bien malin qui peut pronostiquer le calendrier et le contenu d'un « nouvel acte de la décentralisation ». Les politiques ont donné leurs priorités, pas toutes compatibles : simplification, libertés locales, « démillfeuillisation », fiscalité. . . Dans un contexte d'instabilité politique et de crise budgétaire durable, l'incertitude l'emporte.

Mais qui a pensé à demander leur avis aux territoriales et aux territoriaux dans cette affaire ? Qui a pensé à solliciter leur expertise de terrain ? Qui veut prendre en compte leur expérience de l'action publique locale ?

[Retour sommaire](#)

ENVIRONNEMENT

A qui profite la régression environnementale ? / JEANNE VADIM

Actualité Juridique. Droit Administratif, 30/03/2026, n° 12, p. 621-628

<https://dalozknd-pvgpsla5.daloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202612&pa=1#18>

La loi du 11 août 2025 visant à lever les contraintes de l'exercice du métier d'agriculteur, qui a défrayé la chronique l'été dernier, a vite été perçue comme organisant une régression environnementale par les défenseurs revendiqués de l'environnement. Pour saisir le débat à l'œuvre sur la participation de la loi Duplomb à cette régression, il est d'abord nécessaire de revenir sur le contenu de la loi en de manière globale avant de s'attarder sur une disposition spécifique organisant la "neutralisation" du principe de non-régression.

La transition écologique améliore la performance des PME

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/1030394/dans-le-bassin-de-vie-de-montpellier-la-transition-ecologique-ameliore-la-performance-des-pme/>

L'Agence des transitions du Bassin de vie de Montpellier (Hérault, 200 communes, 1 million d'habitants) accompagne les entreprises dans le changement de leurs pratiques pour réduire leur impact environnemental.

La trame blanche, gage de quiétude en ville

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029380/a-lille-une-trame-blanche-comme-gage-de-quietude-en-ville/>

A Lille (Nord, 238 250 hab.), la trame blanche vise à rechercher l'apaisement sonore pour préserver la biodiversité et l'humain en ville. Lille est à l'avant-garde de ce projet urbain.

Délaissés routiers : accueil de nature et d'énergie

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 30-31

De plus en plus de collectivités reconvertissent leurs délaissés routiers. Outre des projets de renaturation, la production photovoltaïque pourrait aussi à terme s'y développer. Utile dans le contexte du zéro artificialisation nette.

Les instituts écocitoyens comme tiers de confiance

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 24-25

Face aux enjeux croissants de santé environnementale, des structures scientifiques indépendantes émergent. Elles accompagnent les collectivités en produisant des données sur les polluants et leurs effets.

Une étude sur les mégots révèle les mutations des territoires

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 22

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027430/une-etude-sur-la-geographie-des-megots-revele-les-mutations-des-territoires/>

L'essayiste Jean-Laurent Cassely dévoile son enquête sur la géographie des mégots dans nos villes, avec ses hotspots. Il s'appuie sur trois cas concrets - Grenoble, Ambérieu-en-Bugey et Banyuls-sur-Mer - et analyse les actions déployées localement.

[Retour sommaire](#)

Gouvernance et innovation publique : perspectives internationales sur les grands défis environnementaux et sociaux / RIVAL Madina, GODBOUT Isabelle, BERTHINIER-PONCET Anne

Politiques et management public, 07/2025, n° Volume 42 - n°3-4, p. 226-236

<https://shs.cairn.info/revue-politiques-management-public-2025-3-page-225>

Dans son dernier rapport de 2023, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rappelle que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont contribué, à un rythme sans précédent, au réchauffement climatique : la température de la surface du globe s'est élevée d'1,1 °C par rapport à la période pré-industrielle (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2023). Quels que soient les scénarios d'émission, le GIEC estime que le réchauffement de la planète atteindra 1,5 °C dès le début des années 2030. Ces transformations du régime climatique planétaire sont sans équivoque d'origine anthropique et leurs conséquences multidimensionnelles (sociales, sanitaires, économiques). À travers la planète, des revendications et des luttes appelant à davantage de justice environnementale, d'anticipations des crises et d'adaptation des politiques publiques, de délibération des décisions et de co-construction collective des solutions ne cessent de croître, et ne trouvent que trop peu souvent d'écho au sein des institutions publiques, qui tardent à s'adapter.

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Budgets : les métropoles ne restreignent pas (encore) leurs ambitions

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 13

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031105/les-metropoles-ne-restreignent-pas-encore-leurs-ambitions/>

Entre investissements soutenues et dépenses de fonctionnement contenues, les rations financiers à venir risquent d'être écornés.

Observatoire de la dette Finance Active 2026 : La Banque des territoires devient le premier prêteur des collectivités en 2025

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 14-15

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029676/observatoire-de-la-dette-finance-active-2026-la-banque-des-territoires-devient-le-premier-preteur-des-collectivites-en-2025/>

A la faveur de conditions particulières dans lesquelles l'emprunt à taux fixe et le marché obligataire sont moins compétitifs, la Banque des territoires s'arroge la place de leader du marché de la dette locale, selon l'Observatoire de la dette Finance Active 2026 publié en exclusivité par la Gazette des communes.

Sur les budgets 2026, les départements dans une zone de turbulence

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 12-13

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45481569/sur-les-budgets-2026-les-departements-dans-une-zone-de-turbulence>

Face à une absence de trajectoire, avec des dépenses sociales et des charges qu'ils ne maîtrisent pas, des recettes en baisse et sans pouvoir de taux, les départements sont dans une situation difficile inédite. Et font preuve de résilience.

[Retour sommaire](#)

Une cohésion territoriale « affaiblie » : la Cour des comptes appelle à réduire les inégalités de ressources entre collectivités

Lemonde.fr, 25/03/2026

https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/03/25/une-cohesion-territoriale-affaiblie-la-cour-des-comptes-appelle-a-reduire-les-inegalites-de-ressources-entre-collectivites_6674198_823448.html

Dans son rapport public annuel, l'institution recommande d'« amplifier » et de « mieux cibler » les dispositifs de péréquation financière, censés atténuer les écarts de richesse entre collectivités.

Trois bougies pour la Cour d'appel financière / PEHAU Nicolas, DEFONTAINE GALAAD Actualité Juridique. Droit Administratif, 23/03/2026, n° 11, p. 577-581

La Cour d'appel financière a fêté en janvier dernier les deux ans de son premier arrêt et ses trois ans d'existence. L'examen de ses neuf premières décisions révèle déjà une physionomie assez stable de son office. Celui-ci se distingue par la nature du contentieux : une responsabilité individuelle assortie d'amendes et de mesures de publicité, dont elle assume la coloration répressive. La comparaison la plus pertinente n'est pas tant celle avec l'appel en excès de pouvoir devant les cours administratives d'appel que celle avec le contentieux des sanctions ou l'appel en matière pénale. La Cour d'appel financière emprunte aux autres juges d'appel une grammaire procédurale fondée sur la motivation, le contradictoire et les moyens d'ordre public, tout en s'en distinguant par ses choix relatifs à l'initiative du juge, à la preuve et à l'individualisation de la peine.

Loi de finances pour 2026 : ce qui attend les collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 48-60

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029812/loi-de-finances-pour-2026-cadrage-general-et-contribution-des-collectivites-au-redressement-des-finances-publiques-14/>

La loi de finances pour 2026 est parue au « JO » du 20 février, après un parcours chaotique : plus de trois mois de débats parlementaires, un recours au 49.3 et le passage devant le juge constitutionnel.

L'article 196 de la loi de finances institue, pour l'année 2026, un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités, le Dilico.

La DGF du bloc communal sera encore figée en 2026, après trois ans d'abondement (320 millions d'euros en 2023 et 2024 financés par l'État et 150 millions d'euros en 2025 prélevés sur la DSIL).

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029813/loi-de-finances-pour-2026-les-concours-detat-24/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029815/loi-de-finances-pour-2026-la-fiscalite-locale-34/>

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

Quand la rupture de confiance justifie l'éviction du DGST

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 56

La rupture de confiance suffit à l'autorité territoriale pour mettre fin au détachement sur emploi fonctionnel. Mais les faits reprochés doivent être précis et la procédure respectée scrupuleusement.

[☞ Retour sommaire](#)

Elections professionnelles : simplification des règles

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 54-55
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512711/elections-professionnelles-simplification-des-regles>

Tout événement peut justifier la modification des listes électorales jusqu'à la veille du scrutin.

Les titulaires d'emplois fonctionnels ne pourront pas se porter candidats pour le renouvellement du comité social territorial rattaché à la collectivité dans laquelle ils occupent leurs fonctions.

La procédure de tirage au sort est généralisée et étendue au comité social territorial.

Les décharges d'activité de service

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 32-33
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512637/les-decharges-d-activite-de-service>

Les décharges d'activité de service constituent l'un des deux contingents de crédit de temps syndical accordé aux responsables des organisations syndicales. En fonction du nombre d'agents de la collectivité, un barème permet de calculer le crédit d'heures de décharge d'activité de service.

Sous réserve des nécessités du service, le fonctionnaire qui bénéficie d'une décharge d'activité de service est réputé conserver sa position statutaire.

Enquête administrative : les services sur le grill

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 24-26
<https://www.lagazettedescommunes.com/1030032/enquete-administrative-les-services-sur-le-gril-en-cas-de-comportements-reprehensibles/>

Accusations de harcèlement, conflits interpersonnels, manquements à des obligations professionnelles : devant des comportements répréhensibles, l'enquête administrative fait la lumière sur les faits et révèle des dysfonctionnements internes.

Témoignages : CDG des Landes; La Teste-de-Buch (Gironde)

"S"attaquer aux agents, c'est attaquer la démocratie"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 22-23
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512608/-s-attaquer-aux-agents-c-est-attaquer-la-democratie>

Entretien avec Christelle Mazza, avocate spécialisée dans l'accompagnement des lanceurs d'alerte de la fonction publique.

Maladie imputable au service : quand la faute de l'agent n'efface pas le lien, la nécessaire clarification sur le terrain de l'atténuation de responsabilité / LORDONNE Bénédicte

Actualité Juridique. Droit Administratif, 23/03/2026, n° 11/2026, p. 600-603

La reconnaissance de l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle emporte l'obligation, pour l'employeur public, de réparer les préjudices qui en résultent. L'indemnisation, sur le fondement de la responsabilité sans faute, des préjudices subis par l'agent ne fait pas obstacle à la prise en compte du comportement de l'agent, sans remettre en cause le lien d'imputabilité définitivement admis, dans le cadre d'une atténuation de la responsabilité de la personne publique.

Cour administrative d'appel de Lyon, 4 février 2026, Communauté d'agglomération du Pays voironnais, n° 24LY01290

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053458407>

[Retour sommaire](#)

Radiation des cadres pour abandon de poste : l'emprise subie par un agent public de la part de son concubin, un obstacle à la radiation / LE MERLUS Tom

Actualité Juridique. Droit Administratif, 23/03/2026, n° 11/2026, p. 595-599

Un agent public qui ne manifeste pas son intention de reprendre le service dans le délai fixé par la mise en demeure est radié des cadres pour abandon de poste, sauf justifications médicales ou matérielles. Le tribunal administratif de Montreuil a jugé qu'une situation de violences physiques, psychologiques et d'emprise subie par l'agent de la part de son concubin pendant plusieurs mois, l'empêchant de se présenter au service et d'expliquer son absence, peut constituer des justifications d'ordre matériel de nature à faire obstacle à sa radiation des cadres.

Tribunal administratif de Montreuil, 9 décembre 2025, Mme A. c/ Région Ile- de-France, n° 2301601

<https://justice.pappers.fr/decision/c76b2620e1d7c9313fa3eccaf241e715fd499872>

Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45481631/les-adjoints-techniques-territoriaux-des-etablissements-d-enseignement>

Le cadre d'emplois des ATTEE accueille les techniciens ouvriers de service transférés dans les collectivités au titre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Les personnels appartiennent à la communauté éducative et sont chargés des tâches nécessaires au fonctionnement des services matériels des établissements d'enseignement.

Le recrutement dans le premier grade est direct, sans concours, mais après inscription sur liste d'aptitude établie après concours dans le 2e grade et par avancement dans le 3e grade.

Secret et discrétion professionnelle : silence !

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 55

Fonctionnaire ou contractuel, l'agent territorial est astreint au secret professionnel. A la différence de la discrétion professionnelle, celui-ci protège l'administré et non l'administration. Les possibilités d'y déroger sont strictement encadrées.

Les conditions d'octroi de la prime de précarité, une vérification parfois délicate

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.68-71

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-conditions-d-octroi-de-la-prime-de-precarite-une-verification-parfois-delicat.55369>

Instaurée par la loi de 2019, l'indemnité de fin de contrat vise à aligner les droits des contractuels publics sur ceux du secteur privé. Cependant, derrière cette volonté de compenser la précarité, des critères d'attribution plus restrictifs compliquent son application concrète au sein des administrations.

Le mandat syndical est-il une immunité disciplinaire ?

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.64-66

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-mandat-syndical-est-il-une-immunite-disciplinaire.55356>

Tout agent public, on le sait, peut faire l'objet de poursuites disciplinaires en cas de faute dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Toutefois, les agents investis d'un mandat syndical semblent être dans une position particulière, du fait de l'exercice de leurs missions syndicales en dehors du service, parfois partiellement, parfois pour la totalité de leur temps de travail.

[Retour sommaire](#)

Regards croisés - Femme dans la haute fonction publique : comment prendre sa place ?

1- Accès aux plus hautes fonctions

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2026, n° 3, p. 126-138

Dispositifs de nomination équilibrés au vert, promotions dans les grandes écoles à parité : la haute fonction publique française affiche désormais des indicateurs qui pourraient laisser croire que l'égalité réelle est en passe d'être atteinte. Pourtant, au moment d'accéder aux emplois d'encadrement supérieur et de direction, un décrochage persistant révèle la robustesse des plafonds de verre et des stéréotypes qui continuent de marquer les trajectoires professionnelles. Entre impulsion législative, dispositifs d'accompagnement et engagement des employeurs publics, les outils ne manquent pas pour faire évoluer la dynamique.

FORMATION

Droits et devoirs du formateur - Droit d'auteur, parasitisme, concurrence déloyale : de quoi parle-t-on ?

Info formation (L'), 15/03/2026, n° 1115, p.17

La question des droits d'auteur irrigue, de manière souvent sous-estimée, la relation entre le formateur et l'organisme de formation. La création de supports, de kit ou de méthodes pédagogiques est-elle automatiquement protégée ? La réponse à cette question n'est pas sans conséquence.

Seniors en emploi : former ne suffit pas, il faut anticiper

Info formation (L'), 15/03/2026, n° 1115, p. 28-29

Discrimination dès 50 ans, formations inadaptées, ruptures professionnelles entre 56 et 58 ans . . . Le maintien des seniors dans l'emploi ne se joue pas quand la situation devient critique, mais bien en amont. Coachs, spécialistes des transitions et DRH convergent vers ce constat : ce qui fait défaut, c'est une trajectoire pensée suffisamment tôt.

Plafonnement du CPF : attention à la marche [Dossier]

Info formation (L'), 15/03/2026, n° 1115, p. 9-14

Les formations menant à une certification ou une habilitation inscrite au Répertoire spécifique (RS) représentaient en 2024, avec le bilan de compétences, plus de 40 % des actions souscrites avec le compte personnel de formation (CPF). Le plafonnement qui va désormais les affecter ne saurait avoir un impact minime. Ces actions subiront-elles un "effet plafond" ou verront-elles un changement parmi leurs publics ? Une chose est sûre : pour les prestataires dont le modèle économique reposait en tout ou en partie sur cette source de financement, l'heure est plus que jamais aux inquiétudes. Alors qu'ils n'ont eu que très peu de temps pour s'y préparer., beaucoup auront sans doute à opérer un changement de stratégie, voire une réorganisation de leurs activités.

[Retour sommaire](#)

INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

Assurer la sécurité des données au niveau local en 5 points-clés

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 58-59
<https://www.lagazettedescommunes.com/1030221>

Le cadre juridique des données est dense et porteur d'une obligation générale de sécurité. L'ignorer n'est pas seulement un risque : c'est une faute. La question n'est pas de savoir si un incident surviendra, mais quand.

Cursus de formation de développeurs web : sensibiliser à l'accessibilité numérique

Info formation (L'), 15/03/2026, n° 1115, p. 16

L'accessibilité numérique est un sujet mal compris. Les entreprises, les écoles d'ingénieurs et d'informatique n'en mesurent pas la portée. Contentsquare Foundation cherche à sensibiliser ces acteurs en recourant au e-learning et à la simulation 3D.

Les collectivités dans le viseur de la cybercriminalité

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 98-99

<https://www.horizonspublics.fr/territoires/france-2035-france-2050-le-grand-exercice-de-prospective-du-haut-commissariat-la>

Les administrations territoriales n'échappent pas aux cyberattaques. Alors que le phénomène reste difficile à mesurer précisément, la future loi sur la cybersécurité prévoit d'accroître les obligations des collectivités locales en matière de protection.

Comment l'intelligence artificielle va redéfinir le métier de dirigeant territorial

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 86-89

<https://www.horizonspublics.fr/comment-lintelligence-artificielle-va-redefinir-le-metier-de-dirigeant-territorial>

Pour le bloc local, l'intelligence artificielle sera un sujet majeur pour le mandat qui va s'ouvrir en 2026. Le syndicat national des directions générales des collectivités territoriales (SNDGCT) a publié une note réflexion sur le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) dans les collectivités locales.

OUTRE-MER

"Les agents publics peuvent être le moteur de notre future réserve communale"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 50

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512681/-les-agents-publics-peuvent-etre-les-moteurs-de-notre-future-reserve-communale>

Directeur des services techniques (DST) à Sainte-Suzanne et membre de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF), Patrick Amourdom Mariaye entend monter, d'ici à fin 2026, l'une des premières réserves communales de La Réunion.

La retraite, une nouvelle aventure qui se prépare

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 28

<https://www.lagazettedescommunes.com/1030240/la-retraite-une-nouvelle-aventure-quaide-a-preparer-le-ccas-de-saint-joseph/>

Le dispositif "Bienvenue à la retraite" conçu pour les habitants par le CCAS de Saint-Joseph, à La Réunion, a, à la surprise de la collectivité, fortement mobilisé les agents.

[↩ Retour sommaire](#)

Un théâtre itinérant part à la rencontre des publics

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028938/un-theatre-itinerant-en-conteneurs-part-a-la-rencontre-des-publics/>

Sur l'île de La Réunion (889 680 hab.), le Centre dramatique national de l'océan Indien a créé un dispositif mobile et écoresponsable pour favoriser l'accès à la culture.

RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT

Ressources humaines

L'égalité femmes-hommes en porte-étendard

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45481668/l-egalite-femmes-hommes-en-porte-etendard>

Impliquée dans l'égalité entre les femmes et les hommes, la collectivité bretonne de Quimperlé communauté (Finistère, 16 communes 58 540 hab) fait figure de pionnière sur le sujet.

« Nous sommes en alerte sur le phénomène de "gender fatigue" »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 26

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029098/nous-constatons-un-recul-de-la-place-des-femmes-dans-la-gouvernance-publique/>

L'association Administration moderne fait figure d'exception dans la fonction publique. Autour des sujets de l'égalité femmes-hommes, elle rassemble des cadres dirigeantes des trois versants. Les précisions de sa présidente, Nelly Fesseau.

Prendre soin des agents pour mieux servir le public

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 54

Prendre soin du corps et de l'esprit de ses collaborateurs ? C'est le défi que se lancent, depuis quelques années, de plus en plus de collectivités territoriales, comme la ville de Suresnes et la communauté d'agglomération de Pau Béarn Pyrénées.

Télétravail : l'heure du tour de vis

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.58-59

<https://www.lettreducadre.fr/article/teletravail-la-fin-de-l-exception-le-debut-des-arbitrages.55320>

Cinq ans après la généralisation forcée du télétravail, les collectivités ont trouvé leur rythme. Moins massif qu'ailleurs, le travail à distance s'est stabilisé, encadré par des règles plus strictes et une transformation profonde des pratiques managériales. Entre quête d'équilibre, continuité du service public et frustrations persistantes, le modèle hybride révèle désormais ses lignes de tension.

Le CDG 59 veut réenchanter la fonction publique territoriale

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 14-15

Face à la crise des vocations, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CDG 59) mise sur l'innovation et l'intelligence collective pour transformer l'image de la fonction publique, attirer les nouveaux talents et séduire les générations Z et Alpha.

[↩ Retour sommaire](#)

Babyboomers : la course contre la montre pour sauver les savoirs

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596

<https://www.lettreducadre.fr/article/une-course-contre-la-montre-pour-sauver-les-savoirs-des-babyboomers.55296>

43 000 agents territoriaux sont partis à la retraite en 2024, et près d'une collectivité sur deux n'a pris aucune mesure d'anticipation face à cette vague de départs massifs. Entre mémoire institutionnelle menacée et transmission insuffisamment préparée, les experts proposent des solutions pour éviter la perte de décennies de savoir-faire.

Les collectivités territoriales sont attractives mais elles ne le savent pas !

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 12-13

D'où est sortie l'idée que l'emploi public n'intéressait pas les Français ? 88% d'entre eux seraient prêts à franchir le gué. Le hic, c'est que les collectivités locales ont tendance à cultiver une certaine discrétion dans leur démarche de ressources humaines (RH). Sauf quelques-unes, récompensées par les Attractives 2025 !

<https://lesattractives.fr/>

Et si la transformation publique commençait par la montée en compétences ? [Dossier]

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 28-82

<https://www.horizonspublics.fr/revue/mars-avril-2026/et-si-la-transformation-publique-commençait-par-la-montee-en-compétences>

Malgré la multiplication des laboratoires, le recours à de nouveaux outils et méthodes, comme le numérique, le design ou encore les sciences comportementales, l'innovation publique semble s'essouffler pour nombre d'observateurs et praticiens. Déficit de compétences et de reconnaissance professionnelle, freins managériaux et structurels, décalage entre moyens et ambitions, etc. Comment faire pour redonner du souffle à l'innovation publique ?

Nous avons choisi d'explorer dans ce nouveau numéro l'importance de la montée en compétences des innovateurs publics pour transformer l'action publique. Face à l'accélération des transformations (intelligence artificielle, révolution numérique, changement climatique, transition sociétale, etc.) et à la complexité de problèmes qualifiés parfois d'épineux (wicked problems), les innovateurs sont aujourd'hui à la croisée des chemins.

Au-delà des savoirs traditionnels, du diplôme ou du concours, l'enjeu est aujourd'hui de former des « professionnels apprenants » dotés de soft skills (agilité) et de mad skills (capacité à sortir du cadre) ou encore en mesure de décrypter les jeux d'acteurs dans l'organisation. Car l'innovation ne se décrète pas, c'est un processus éminemment humain et collectif bien plus qu'une question d'outils ou de méthodes.

Management

Comment l'intelligence artificielle va redéfinir le métier de dirigeant territorial / NESSI JULIEN

Horizons publics, 03/2026, n° 50, p. 86-89

<https://www.horizonspublics.fr/comment-lintelligence-artificielle-va-redefinir-le-metier-de-dirigeant-territorial>

Pour le bloc local, l'intelligence artificielle sera un sujet majeur pour le mandat qui va s'ouvrir en 2026. Le syndicat national des directions générales des collectivités territoriales (SNDGCT) a publié une note réflexion sur le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) dans les collectivités locales.

[Retour sommaire](#)

Innovation managériale dans le service public : la formation comme levier de transformation des pratiques et de la culture organisationnelle / SABAN ADAHE

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/03/2026, n° 3, p. 150-156

Face à une crise d'attractivité et des mutations sociétales profondes, la fonction publique se trouve à un tournant historique. Comment attirer et fidéliser les talents quand le modèle managérial traditionnel, hérité d'une conception bureaucratique, ne répond plus aux aspirations des nouvelles générations ? La formation émerge comme le levier privilégié d'une transformation culturelle indispensable. Du passage de la GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) à la GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels) jusqu'à la valorisation de l'intelligence émotionnelle, en passant par l'innovation pédagogique et la refonte des métiers des ressources humaines (RH), la présente contribution explore les voies d'une réinvention managériale ambitieuse. Entre diagnostic des enjeux et propositions concrètes, elle dessine les contours d'une fonction publique plus humaine, agile et attractive, capable de relever les défis du XXI^e siècle.

SÉCURITÉ CIVILE

"Les agents publics peuvent être le moteur de notre future réserve communale"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 50

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512681/-les-agents-publics-peuvent-etre-les-moteurs-de-notre-future-reserve-communale>

Directeur des services techniques (DST) à Sainte-Suzanne et membre de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF), Patrick Amourdom Mariaye entend monter, d'ici à fin 2026, l'une des premières réserves communales de La Réunion.

La cartographie gagne du terrain

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 40-42

<https://www.lagazettedescommunes.com/1030389/la-cartographie-gagne-du-terrain-dans-le-domaine-de-lamenagement-du-territoire/>

Établir des cartes n'a rien de nouveau pour piloter l'action publique. Mais un sujet émerge : l'adaptation des territoires aux dérèglements climatiques.

Les collectivités recrutent des professionnels des systèmes d'information géographique afin de rendre lisibles à tous, les données auxquelles elles ont accès.

Les cartes sont un outil de connaissance et de médiation vis-à-vis des habitants, surtout les plus sensibles, qui peuvent nourrir l'approche technique.

SDIS: et si la santé des agents devenait enfin un sujet stratégique... et non plus seulement médical ?

28/03/2026

<https://www.naudrh.com/2026/04/sdis-et-si-la-sante-des-agents-devenait-enfin-un-sujet-strategique-et-non-plus-seulement-medical.html>

[↩ Retour sommaire](#)

Violences urbaines, risques chimiques . . . Ces pompiers suivent une formation inédite pour faire face aux nouveaux dangers et situations sensibles Franceinfo.fr, 31/03/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/normandie/calvados/vire/violences-urbaines-risques-chimiques-ces-pompiers-suivent-une-formation-inedite-pour-faire-face-aux-nouveaux-dangers-et-situations-sensibles-3326435.html>

Pour la première fois, le centre de formation des sapeurs pompiers du Calvados, situé à Vaudry près de Vire-Normandie, accueille des lieutenants en formation pour devenir "chef de groupe". Leur mission est de coordonner les moyens d'intervention dans des situations à risques, et notamment dans des milieux urbains sensibles.

L'exercice de crise : se préparer et se maintenir en condition opérationnelle /
MINISTERE DE L'INTERIEUR
25/03/2026

<https://www.interieur.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/lexercice-de-crise-se-preparer-et-se-maintenir-en-condition-operationnelle>

L'exercice de crise est un outil indispensable pour les forces de sécurité intérieure et les professionnels du secours. Sur la base d'un scénario spécifique, il permet de tester les procédures mises en place et la réactivité des équipes, d'identifier les failles et d'apporter des solutions.

L'objectif majeur de l'exercice de crise ? Faire progresser le personnel pour qu'il gère une situation d'urgence de la façon la plus efficace possible. Exemple avec l'exercice Hydros 2026 mené par le 7^e régiment d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (7^e RIISC) de Brignoles, du 17 au 19 mars 2026.

L'une des missions du 7^e régiment d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (7^e RIISC) de Brignoles (Var) consiste à conduire régulièrement des actions de préparation et de maintien en condition opérationnelle.

Ces exercices majeurs permettent notamment de tester la chaîne de commandement. Ils sont organisés tous les ans pour les risques de feux de forêt et une fois tous les deux ans pour chacune des spécialités suivantes :

- sauvetage et déblaiement pour répondre aux risques occasionnés par un tremblement de terre ;
- menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique ou risques NRBC ;
- inondations.

Ce niveau d'exercice nécessite d'être préparé trois mois en amont.

Devoir d'obéissance contre port de la barbe : le tribunal administratif donne tort aux pompiers de la Loire

Franceinfo.fr, 24/03/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/loire/saint-etienne/devoir-d-obeissance-contre-port-de-la-barbe-le-tribunal-administratif-donne-tort-aux-pompiers-de-la-loire-3322814.html>

Le tribunal administratif de Lyon a débouté les 7 pompiers sanctionnés pour avoir refusé de raser leur barbe. Le juge administratif a jugé que des agents publics sont soumis au devoir d'obéissance.

https://data.over-blog-kiwi.com/1/48/42/34/20260325/ob_d7ff20_2401498-1.pdf

[Retour sommaire](#)

Fonctions de sapeur-pompier et exigence d'exemplarité : confirmation de sanctions disciplinaires distinctes pour les volets professionnel et volontaire

16/03/2026

https://www.idcite.com/RH-Jurisprudence-Fonctions-de-sapeur-pompier-et-exigence-d-exemplarite-confirmation-de-sanctions-disciplinaires_a98992.html

La cour administrative d'appel était saisie d'un recours dirigé contre deux arrêtés disciplinaires pris à l'encontre d'un même agent, l'un prononçant une exclusion temporaire de fonctions de deux ans en qualité de sapeur-pompier professionnel, l'autre mettant fin à son engagement de sapeur-pompier volontaire.

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053578925>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le protoxyde d'azote n'amuse plus du tout les maires

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 10

<https://www.lagazettedescommunes.com/996935/a-marseille-la-consommation-de-gaz-hilarant-ne-fait-plus-rire-du-tout/>

Face à l'usage devenu commun du gaz hilarant, et dans l'attente d'un cadre national, les arrêtés municipaux se multiplient.

De l'émergence d'une clinique policière

Santé mentale, 03/2026, n° 305, p. 12-17

Une recherche ethnographique explore les interventions policières auprès des personnes en état mental perturbé en Suisse. Elle met en lumière la complexité des interactions et pointe comment les catégorisations opérées par les policiers jouent un rôle décisif dans la suite donnée aux sollicitations.

Jusqu'où peut-on élargir le rayon d'action des polices municipales ?

Lettre du cadre territorial (La), 03/2026, n° 596, p.16-17

<https://www.lettreducadre.fr/article/jusqu-ou-peut-on-elargir-le-rayon-d-action-des-polices-municipales.55367>

Le projet de loi visant à élargir les pouvoirs des polices municipales et des gardes champêtres est actuellement examiné par les sénateurs. La droite et le centre ont validé la possibilité pour les agents de verbaliser un certain nombre de délits dits de flagrance. Élargissement auquel s'oppose une partie de la gauche, qui craint une « municipalisation » de compétences qui perdraient ainsi de leur substance régaliennne.

Toujours plus nombreux et mieux armés

Parisien (Le) (édition Seine-Saint-Denis), 28/03/2026, n° 25380, supp p.II

Entre 2014 et 2024, le nombre de communes franciliennes disposant d'effectifs n'a cessé de progresser, pointe une étude de l'Institut Paris Région que nous dévoilons en exclusivité.

La sécurité au cœur des arbitrages

WEKA le mag, 03/2026, p. 44-47

Polices municipales en expansion, projet de loi Nuñez en cours d'examen. . . Entre nouvelles prérogatives et contraintes budgétaires, quels choix pour les collectivités ?

[Retour sommaire](#)

Saint-Denis : le projet de désarmement de la police municipale de Bally Bagayoko déclenche 90 demandes de départ et de vives réactions

Rtl.fr, 27/03/2026

<https://www.rtl.fr/actu/politique/saint-denis-le-projet-de-desarmement-de-la-police-municipale-de-bally-bagayoko-declenche-90-demandes-de-depart-et-de-vives-reactions-7900616820>

Récemment élu, le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, souhaite engager un désarmement progressif de la police municipale, en commençant par les lanceurs de balles de défense. Une décision qui divise.

Sécurité : la fin des tabous dans les nouvelles municipalités

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 23/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029921/securite-la-fin-des-tabous-dans-les-nouvelles-municipalites/>

Plébiscitée par les électeurs, la sécurité s'impose comme le chantier prioritaire des nouvelles équipes municipales. Mais si bon nombre de figures historiques du secteur quittent la scène, une nouvelle génération de maires s'empare de cet enjeu régalien et se montre prête à casser les tabous. Non sans tensions, comme à Saint-Denis, remportée par LFI.

Webinaire "bien-être animal: quels repères juridiques et opérationnels pour la police municipale et les sapeurs pompiers professionnels?" [Replay]

17/03/2026

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pllxxd2v45ok/>

Replay du webinaire organisé par le CNFPT le 17 mars : apports juridiques et expériences de collectivités.

Montée en puissance des polices municipales : focus francilien et perspectives d'évolution

Note rapide de l'Institut Paris Région, 03/2026, n° 1053, 6 p

https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack5/Etude_3157/NR_Police_municipale14.pdf

Dans le contexte des élections municipales, alors que la sécurité figure en tête des sujets prioritaires, l'Institut Paris Region se penche sur le principal levier d'action des maires dans ce domaine : les polices municipales. Leur existence n'a rien d'obligatoire et leurs contours varient en fonction des territoires, mais, dans l'ensemble, ces forces locales sont devenues des acteurs de l'ordre quotidien dans nos villes. Qu'en est-il de leur développement en Île-de-France ? Comment caractériser leur montée en puissance ? Quelles sont leurs perspectives d'évolution ?

Dérives sectaires : la Mayenne renforce sa vigilance

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 22

La préfecture a installé une cellule départementale de prévention associant de nombreux partenaires.

[Retour sommaire](#)

SOCIAL / SANTÉ

Réussir le début du mandat [Dossier]

Territoires du social, 03/2026, n° 567, p. 16-23

Au sommaire :

- De l'intérêt d'intégrer l'enjeu numérique à son ABS
- Des outils pour toujours mieux vous accompagner
- "Nouveaux élus, contactez votre CAF" - Entretien avec Nicolas Grivel, directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
- "Au CCAS de prendre le rôle de force organisatrice - Point de vue de Robert Lafore
- "Je dis aux nouveaux élus : soyez attentifs aux signaux faibles de votre commune" - Entretien avec Yann Lasnier, délégué général des Petits Frères des pauvres
- Regard sur "l'outil" CCAS

La montée en puissance des politiques sociales intercommunales - Enseignements et résultats d'une enquête nationale

01/2026, 8 p.

https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/1/2026/02/Politique-sociale-intercommunale_V3.pdf

Intercommunalités de France a souhaité, en partenariat avec l'ADGCF, dresser un état des lieux de la manière dont les intercommunalités portent et pilotent les politiques de cohésion sociale, quelles relations elles tissent avec les autres acteurs, quelles ressources elles mobilisent, quels enjeux elles envisagent pour le prochain mandat.

Tels sont les objectifs de cette enquête dont vous trouverez ci-après les principaux enseignements à retenir

Protection de l'enfance

Enfance en danger, une politique en miettes -

Alertes plus nombreuses, système saturé

Monde diplomatique (Le), 04/2026, p. 22

Mi-février 2026, le Gouvernement français renonçait à défendre devant le Parlement un projet de loi attendu sur la protection de l'enfance. Le secteur traverse pourtant une profonde crise. Placements en hausse, professionnels précarisés, difficultés de recrutement, cloisonnement des prises en charge sociale et médicale : un cercle vicieux qu'il serait urgent d'enrayer, pour protéger vraiment.

Confier un jeune protégé à un proche, une solution encore mineure

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029350/confier-un-jeune-protège-a-un-proche-une-solution-encore-mineure/>

Depuis 2022, la loi incite les juges des enfants à confier les mineurs protégés à leur propre entourage plutôt qu'à l'aide sociale à l'enfance. À défaut d'investissements humains et financiers, le principe ne suffit toujours pas à mobiliser les tiers dignes de confiance.

[Retour sommaire](#)

Prise en charge des enfants victimes d'inceste : enjeux et difficultés

Cahiers de la puéricultrice (Les), 03/2026, n° 392, p. 37-41

Grâce à leurs compétences éducatives, préventives et curatives, les professionnels de l'enfance jouent un rôle crucial dans la détection des signes de violences sexuelles infantiles. Cette étude examine en milieu intrahospitalier les enjeux du dépistage, du diagnostic et de la prise en charge des enfants victimes d'inceste, tout en mettant en lumière les obstacles et les ressources auxquels font face les professionnels.

Petite enfance

Les bases du sommeil

Cahiers de la puéricultrice (Les), 03/2026, n° 392, p. 45-47

Le sommeil joue un rôle essentiel dans la santé physique et mentale de chaque individu. À chaque étape de la vie, notamment durant l'enfance et l'adolescence, les besoins en sommeil varient et sont déterminants pour le développement cognitif, émotionnel et physique. Une récente revue de littérature a donné lieu à la création d'une nouvelle rubrique dédiée au sommeil. Cet article explore en particulier l'impact du sommeil pédiatrique sur la santé et met en lumière les besoins spécifiques selon l'âge.

Travailler en mode projet au service des familles [Dossier]

Cahiers de la puéricultrice (Les), 01/2026, n° 391, p. 11-39

Au sommaire :

- S'acculturer à la méthodologie de projet : entre rigueur académique et pensée novatrice
- Panjo : soutenir précocement les relations parents-bébé
- Accompagner le changement dans les équipes à travers des projets de prévention
- Prévention de la mort inattendues du nourrisson : la gigoteuse havraise
- Former les assistantes maternelles à la santé environnementale
- Accompagner la méthodologie de projet en promotion de la santé

Handicap

Favoriser l'inclusion des jeunes enfants en situation de handicap à l'aide de la communication gestuelle

Cahiers de la puéricultrice (Les), 03/2026, n° 392, p. 42-44

La communication gestuelle, associée ou non à la parole, permet de s'exprimer, de se sentir valorisé, de renforcer les liens humains. L'utilisation de cet outil par l'enfant atteint de déficience intellectuelle lui donne l'occasion d'exprimer un besoin, une demande ou d'intégrer socialement. La gestuelle réduit les frustrations et favorise l'inclusion, la communication gestuelle pourrait être étendue au sein de l'ensemble des établissements d'accueil de jeunes enfants. L'inclusion serait alors le maître mot au sein des structures d'accueil.

[Retour sommaire](#)

Grand âge

Déclin cognitif du sujet âgé

Santé mentale, 03/2026, n° 305, p. 24-83

L'expression « déclin cognitif » est souvent utilisée dans le langage courant pour décrire les transformations cognitives du vieillissement et notamment ses aspects négatifs, en termes d'angoisse et de perte. Or, cette notion recouvre des réalités très différentes qui mettent en évidence la pluralité des trajectoires cognitives, l'existence de mécanismes de compensation, et les capacités de réorganisation fonctionnelle du cerveau. Face à ce déclin, l'enjeu pour le soignant est alors de parvenir à soutenir l'image de soi du patient en privilégiant une écoute empathique et une approche interdisciplinaire.

<https://www.santementale.fr/revue/numero-305-mars-2026/>

Insertion

Saint-Malo : des chantiers d'insertion depuis plus de trois décennies

Inffo formation (L'), 15/03/2026, n° 1115, p. 18

Depuis trente-cinq ans, l'Amids (Association malouine d'insertion et développement social) aide les personnes en difficulté à retrouver le chemin de l'emploi. En 2025, plus de 200 personnes ont pu intégrer un chantier d'insertion.

Santé

La littératie en santé [Dossier]

Cahiers de la puéricultrice (Les), 03/2026, n° 392, p. 11-34

Au sommaire :

- Définition, historique et perspectives du concept de littératie en santé
- De l'importance de la littératie en santé pour l'accompagnement des familles en PMI
- Allaitement, maternité et exil : des ateliers multisensoriels pour renforcer les liens et les savoirs
- La littératie en santé en parentalité : un levier pour réduire la mortalité infantile
- Un pont entre le savoir expérimental des parents et les consensus scientifiques
- Le centre ressource territorial de littératie en santé : une initiative innovante

Indicateurs de qualité et de sécurité des soins - Résultats nationaux 2025

Haute autorité de santé, 02/2026

https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2026-01/dir3/iqss_2025_synthese_resultats_iqss_decembre_2025.pdf

Comme chaque année, la Haute Autorité de santé publie les résultats des indicateurs de qualité et de sécurité des soins recueillis en 2025 sur le service en ligne Qualiscope. Parallèlement, le 5ème cycle de certification des établissements de santé s'est achevé pour laisser place à un nouveau référentiel déployé depuis septembre dernier. En ce début d'année 2026, la HAS fait le point sur ce que révèlent ces deux dispositifs de l'évolution de la qualité des soins dans les hôpitaux et cliniques en France.

https://www.has-sante.fr/jcms/c_970481/fr/indicateurs-de-qualite-et-de-securite-des-soins-en-etablissements-de-sante#toc_1_2

[Retour sommaire](#)

Usages des réseaux sociaux numériques et santé des adolescents

Anses.fr, 12/2025

<https://www.anses.fr/system/files/AP2019-SA-0152-RA.pdf>

L'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié en janvier 2026 un avis relatif aux effets de l'usage des réseaux sociaux numériques sur la santé des adolescents âgés de 12 à 17 ans.

Secteur médico-social

Ethique et déontologie, les fondements du travail social [Dossier]

Revue française de service social, 03/2026, n° 300, p. 9-131

À l'heure actuelle, où les travailleurs sociaux sont confrontés à la crise économique, à l'exclusion, à une multitude de dispositifs répartis de façon inégale sur le territoire, à la segmentation de leur mission ainsi qu'à la complexification de l'action sociale avec l'émergence de nouveaux acteurs, l'éthique et la déontologie constituent des fondements essentiels du travail social. La déontologie, qui représente un ensemble de règles et de devoirs régissant une profession, fait l'objet d'un code rédigé par l'ANAS, dont la troisième et dernière version date du 28 novembre 1994 ; celui-ci ayant évolué au gré des transformations de la société. C'est un outil sur lequel les assistants de service social peuvent s'appuyer dans le cadre de leurs pratiques professionnelles, ou parfois qu'ils peuvent opposer à des partenaires, des cadres . . . L'éthique, questionnement permanent sur la pratique, s'éprouve dans l'acte professionnel et donne un sens à celui-ci. Ce fondement fait apparaître des questionnements tels que la manière d'accompagner le public dans un contexte « contraint » tout en s'appuyant sur ces principes. Dans ce trois centième numéro de La Revue française de service social, nous aborderons les notions d'éthique et de déontologie d'un point de vue conceptuel et philosophique. Dans un premier temps, nous évoquerons la déontologie comme repère historique. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à l'analyse des pratiques à travers la parole des professionnels de terrain, sous le prisme de l'éthique et de la déontologie. Pour conclure, plusieurs enjeux actuels du travail social seront interrogés au regard des différentes dimensions de l'éthique.

https://www.anas.fr/RFSS-N-300-Ethique-et-deontologie-les-fondements-du-travail-social_a2229.html

SPORT/LOISIRS/TOURISME

Sport

Des nageurs-sauveteurs surveillent les plages à l'année

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029385/dans-les-landes-des-nageurs-sauveteurs-surveillent-les-plages-a-lannee/>

Pour s'adapter aux nouveaux usages de la plage, le département teste un dispositif de nageurs-sauveteurs sur douze mois.

[Retour sommaire](#)

Service public de la piscine : « Nous ne pouvons plus compter uniquement sur les collectivités »

Lagazettedescommunes.com, 18/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027196/service-public-de-la-piscine-nous-ne-pouvons-plus-compter-uniquement-sur-les-collectivites/?abo=1>

Plus de 33 millions d'euros de budget pour un centre aquatique XXL. À Toulouse (514 820 hab., Haute-Garonne), la Cité de la natation devrait voir le jour en 2028. Avec en maître d'œuvre, un... club de natation, les Dauphins du TOEC ! Explications de son président, Vincent Gardeau.

Service public de la piscine : le métier de maître-nageur peine à séduire

Lagazettedescommunes.com, 17/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027182/service-public-de-la-piscine-le-metier-de-maitre-nageur-peine-a-seduire/?abo=1>

Les tensions en matière de recrutement de maître-nageur-sauveteur (MNS) semblent mieux appréhendées au sein des collectivités. Mais le manque d'attractivité du métier reste un sujet d'inquiétude.

L'évènement sportif comme levier stratégique d'attractivité territoriale [fiche n° 126]

Terrains de sport, 03/2026, n° 194, p. 66

Dans un contexte de concurrence accrue entre territoires, les collectivités doivent renforcer leur capacité à attirer habitants, entreprises, visiteurs et talents. L'attractivité ne repose plus uniquement sur les infrastructures ou les services publics, mais sur la capacité du territoire à proposer une identité forte, une qualité de vie reconnue et des expériences marquantes.

La survenance d'accidents sur des équipements sportifs en libre accès

Terrains de sport, 03/2026, n° 194, p. 64-65

Les équipements sportifs en libre accès sont en plein développement au sein des collectivités. Concernant ces structures spécifiques, quelle est la responsabilité juridique applicable en cas d'accident ?

Optimiser l'usage des équipements sportifs

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 36-37

Alors que les équipements sportifs pèsent lourd sur les finances des collectivités locales (investissement, entretien...), ils sont aussi concernés par des questions de transition énergétique et de changement d'usage. Pour mieux les utiliser, il faut désormais revoir leur fonctionnement. Méthodes et outils ne manquent pas.

Schéma directeur des équipements sportifs : la boussole des élus

Terrains de sport, 03/2026, n° 194, p. 54-55

Afin d'accompagner les mutations en matière sportive, tout en optimisant les investissements et les dépenses de fonctionnement, l'élaboration d'un schéma directeur des équipements sportifs paraît être essentiel. Quels sont ses objectifs ? Comment le mettre en place ?

Comment bâtir une robustesse humaine et organisationnelle ?

Terrains de sport, 03/2026, n° 194, p. 24-25

La robustesse d'un service des sports passe aussi par optimiser son organisation et être attentif aux conditions de travail des agents qui le composent. Les deux responsables interrogés abordent différents leviers.

[Retour sommaire](#)

Tourisme

Meublés touristiques : « Les mairies devraient récupérer en amendes potentiellement des dizaines de millions d'euros »

Lemonde.fr, 18/03/2026

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/18/meubles-touristiques-les-mairies-devraient-recuperer-en-amendes-potentiellement-des-dizaines-de-millions-d-euros_6672095_3232.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=linkedin

La France est la terre d'élection du tourisme de type Airbnb et les maires devraient avoir bientôt des outils pour identifier les propriétaires et les locataires, et percevoir les recettes fiscales liées à ces pratiques, explique l'économiste Philippe Askenazy dans sa chronique au « Monde ».

Airbnb : comment la France est devenue championne des valises à roulettes ?

radiofrance.fr, 02/03/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/un-monde-nouveau/un-monde-nouveau-du-lundi-02-mars-2026-4351117>

Avec cette facilité, c'est aussi la place de la plateforme lancée en 2012 dans notre pays, qui devrait encore s'accroître. Sachant que la France est déjà le deuxième marché mondial des locations Airbnb ! Oui, chez nous le ballet des valises à roulettes est devenu un sport national. Non sans causer de nombreux problèmes auxquels les villes tentent d'apporter des solutions, surtout à l'approche des municipales !

Tourisme : face à l'IA générative, les acteurs institutionnels invités à évoluer collectivement

Localtis.info, 25/02/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/face-lia-generative-les-acteurs-institutionnels-du-tourisme-invites-evoluer-collectivement>

Une étude d'ADN Tourisme présente pour la première fois les effets de l'IA générative sur les acteurs institutionnels du tourisme. Elle souligne la nécessité de déplacer la valeur ajoutée pour renforcer la crédibilité territoriale mais également de mettre en place une véritable gouvernance collective de la donnée.

Comment les destinations populaires à travers le monde s'organisent pour lutter contre le surtourisme

21/02/2026

<https://www.slate.fr/societe/tourisme-comment-destinations-populaires-lutter-contre-surtourisme-taxes-interdiction-repression-recompense>

Longtemps moteur économique intouchable, le tourisme est désormais régulé par des barrières physiques, des taxes ciblées et des outils numériques censés discipliner les foules.

Tourisme : un record de fréquentation en 2025 qui cache de nombreux problèmes structurels

Lagazettedescommunes.com, 20/02/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1025166/tourisme-un-record-de-frequentation-en-2025-qui-cache-de-nombreux-problemes-structurels/>

Avec 102 millions de visiteurs en 2025, la France est le pays le plus visité au monde. Toutefois, malgré 77,5 milliards d'euros de recettes internationales, elle ne figure pas parmi les tout premiers en termes de montant de recettes touristiques étrangères, même si l'écart entre la France et l'Espagne se réduit.

[↩ Retour sommaire](#)

URBANISME / TRANSPORTS / LOGEMENT

Urbanisme - Préserver les sols urbains par le coefficient de pleine terre

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 26-28

Les coefficients de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, tels que le coefficient de pleine terre, peuvent contribuer à préserver les sols urbains et la biodiversité, tout en améliorant la qualité du projet. Ces outils de planification aux effets parfois sous-estimés méritent aujourd'hui d'être mieux connus.

Ces villes qui boostent l'accession à la propriété

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/03/2026, n° 2808, p. 36-38

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029378/crise-du-logement-ces-villes-qui-boostent-laccession-a-la-propriete/>

La crise du logement s'étend et la part d'habitats locatifs s'atrophie. Reste la solution de l'acquisition, mais les prix sont souvent inaccessibles.

Les ménages modestes ont le plus grand mal à boucler le plan de financement d'un projet immobilier, du fait des prix élevés et des conditions bancaires drastiques.

De plus en plus de collectivités - villes, intercos, départements -proposent des aides financières pour permettre aux primo-accédants d'acheter un bien.

Témoignage : Brétignolles-sur-Mer (Vendée)

Urbanisme et environnement : les mesures de simplification

Techni.cités, 03/2026, n° 391, p. 42-43

La loi de simplification de l'urbanisme adoptée en octobre dernier cherche à simplifier les procédures d'urbanisme et à accélérer la résolution des recours contre les autorisations et la réalisation de projets.

Programme AGiLE : agir pour le logement étudiant

Localtis.info, 01/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/programme-agile-agir-logement-etudiant>

À l'occasion du Printemps des Territoires de mai 2025, la Banque des Territoires a lancé, par la voix de son directeur Antoine Saintoyant, le programme AGir pour le Logement Étudiant (AGiLE). Cette initiative ambitieuse vise à répondre à la pénurie de logements étudiants sur l'ensemble du territoire.

Un défi national : construire plus et réhabiliter davantage de logements pour les étudiants

Le programme AGiLE vise la création et la réhabilitation de 75 000 lits étudiants d'ici 2030. Il s'inscrit en soutien du plan gouvernemental, qui prévoit 45 000 logements nouveaux abordables sur trois ans.

Enquêter sur les logements sociaux : les maires ont-ils la main ?

radiofrance.fr, 24/03/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-chantiers-de-la-recherche/enqueter-sur-les-logements-sociaux-les-maires-ont-ils-la-main-4186390>

Emmanuel Grégoire, le nouveau maire de Paris, l'a promis : 60 000 nouveaux logements sociaux devront être créés sous sa mandature. Mais quel est l'état actuel du logement social en Île-de-France ? Et comment les maires gèrent-ils la politique de logement social dans leurs communes ?

[☞ Retour sommaire](#)

Marques d'animation : analyse de pratiques pour apaiser les espaces publics

Cerema.fr, 26/03/2026

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/marques-animation-analyse-pratiques-apaier-espaces-publics>

Le Cerema publie un rapport consacré aux marques d'animation dans l'espace public. Ces motifs graphiques et colorés apparus ces dernières années dans de nombreuses villes, constituent une forme particulière de marquage au sol destinée à animer et qualifier certains espaces de circulation apaisée, notamment dans les zones de rencontre ou les aires piétonnes.

Le rapport analyse le développement de ces pratiques, leurs objectifs et leurs modalités de mise en œuvre. Il examine également les questions de lisibilité, de sécurité routière, d'accessibilité et de cadre réglementaire que ces marques peuvent soulever.

[☞ Retour sommaire](#)

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Mathilde Descamps, Bérangère Guillet**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2026 CNFPT/ INSET D'ANGERS